

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 13. Mai 1992

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 13 mai 1992

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

91.3388

Postulat Tschopp

Zielrichtung eines allfälligen dringlichen Bundesbeschlusses zur Ankurbelung der Wirtschaft
Orientation d'un éventuel arrêté d'urgence de relance économique

Wortlaut des Postulates vom 2. Dezember 1991

Die konjunkturelle Lage hat sich sowohl im Bereich der OECD – mit Ausnahme der Bundesrepublik Deutschland – als auch in der Schweiz beträchtlich verschlechtert.

Die Währungspolitik hat offensichtlich ihre Wirkung verloren. Die öffentlichen Haushalte verzeichnen Rekorddefizite in der Höhe von rund 6 Milliarden Franken. Und man ist sich darüber einig, dass sich diese Entwicklung bis 1993 noch verstärken wird.

Es ist kaum möglich und vermutlich auch nicht wünschenswert, dass die angekündigten Defizite drastisch gekürzt werden, führte dies doch zu einer weiteren Verschlimmerung der Rezession und der Arbeitslosigkeit. Es scheint mir wahrscheinlich, dass bis zum nächsten Frühjahr Massnahmen zur Ankurbelung der Wirtschaft ergriffen werden müssen. Wird ein dringlicher Bundesbeschluss wirklich notwendig, so muss er in die gleiche Richtung zielen wie der Gesetzesentwurf über die Förderung der Anpassungsfähigkeit und einer ausgeglichenen Entwicklung der Wirtschaft (Stabilisierungsgesetz), der im Moment in der Vernehmlassung ist.

Darum beantrage ich, dass sich ein allfälliger dringlicher Konjunkturbeschluss nach den im erwähnten Gesetz enthaltenen Grundsätzen richten muss.

Texte du postulat du 2 décembre 1991

La situation conjoncturelle internationale s'est considérablement détériorée, tant au niveau de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne fédérale, qu'en Suisse.

La politique monétaire est manifestement au bout de son efficacité. Les finances publiques accumulent des déficits exceptionnels, d'un ordre de grandeur de 6 milliards de francs. On s'accorde à penser que le mouvement s'accroîtra encore d'ici 1993.

Il n'est ni possible ni probablement souhaitable de diminuer drastiquement les déficits annoncés, pour ne pas aggraver encore la récession et le chômage. Il me paraît probable qu'il va falloir prendre des mesures de relance d'ici le printemps. Si un arrêté fédéral urgent s'impose, il doit s'inspirer du projet de loi sur la stabilisation à long terme de l'évolution économique, projet actuellement en consultation.

Je demande en conséquence, que l'arrêté conjoncturel urgent qui devra, le cas échéant, être élaboré, soit articulé autour des principes retenus par le projet de loi cité.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

L'évolution économique mondiale, en particulier l'intégration monétaire sur un plan international, a considérablement réduit l'efficacité de la politique de la BNS. L'injection, indiquée en soi, d'importants moyens monétaires suite au krach boursier

de 1987, a eu un effet pervers non escompté. Les milliards injectés sont allés dans le crédit hypothécaire, d'où il n'était plus possible de les sortir, phénomène qui a forcé la Banque nationale, compte tenu aussi de l'introduction d'un nouveau système de clearing interbancaire, de combattre l'inflation au moyen d'une politique de taux d'intérêt élevés. Les conséquences économiques et sociales de cette approche sont évidentes et lourdes de conséquences. Quant à la politique financière des collectivités publiques, elle n'est d'aucun secours, car des déficits importants sont nécessaires pour empêcher l'effondrement du marché de l'emploi.

Il en résulte un amoindrissement de l'importance des politiques conjoncturelles traditionnelles et une réévaluation des politiques structurelles.

Les experts sollicités pour préparer une loi de stabilisation économique ont mis l'accent sur une politique d'ouverture des marchés et d'amélioration de la productivité qui vise le long terme, une politique qu'ils aimeraient voir inspirer les mesures à chaud qui doivent être prises au titre de mesure d'urgence, lorsque des perturbations graves sur les scènes du chômage ou de l'inflation se produisent.

L'auteur de cette intervention, échaudé par le débat consacré au gel des prix sanitaires et des primes des caisses-maladie et désireux de voir tirer les conclusions de cette expérience, trouve indispensable que l'on prépare, s'il s'impose, un arrêté fédéral urgent dans l'optique du travail livré par les experts.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 16. März 1992

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 16 mars 1992

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

92.3009

Postulat Duvoisin

Austausch von jungen Berufsleuten
Echanges de jeunes travailleurs

Wortlaut des Postulates vom 29. Januar 1992

Der Bundesrat wird eingeladen, mit geeigneten Massnahmen den gegenseitigen Austausch junger Berufsleute zwischen Betrieben

- der verschiedenen Sprachgebiete unseres Landes,
 - der Staaten des Europarates und der Schweiz,
 - osteuropäischer Staaten und der Schweiz,
- zu fördern und dem Nationalrat darüber zu berichten.

Texte du postulat du 29 janvier 1992

Le Conseil fédéral est invité à prendre toute mesure utile pour favoriser l'échange de jeunes travailleurs entre entreprises:

- des différentes régions linguistiques de notre pays,
- des Etats du Conseil de l'Europe et la Suisse,
- des Etats d'Europe orientale et la Suisse dans un esprit de réciprocité.

Il est invité à renseigner de Conseil national sur son action.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Béguelin, Bodenmann, Brügger Cyrill, Bundi, Carobbio, Danuser, Gross Andreas, Hafner Ursula, Haller, Hämmerle, Herczog, Hubacher, Jeanprêtre, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Ernst, Rechsteiner, Ruffly, Tschäppät Alexander, Vollmer, Züger (22)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Le perfectionnement professionnel, la connaissance de langues, l'affirmation de soi sont autant d'éléments qui favorisent l'accession à un premier emploi.

Dans un climat conjoncturel difficile, tout doit être mis en oeuvre pour permettre à une jeune fille, à un jeune homme, qui a consenti l'effort de conquérir un diplôme ou certificat professionnel officiellement reconnu, d'accéder à un premier emploi stable.

La formation par le travail dans des entreprises de régions linguistiques ou d'états différents, pendant une durée de quatre à six mois, voire une année, est un moyen de favoriser cette accession.

Toutes formes d'échanges de jeunes travailleurs entre régions linguistiques de notre pays, Etats du Conseil de l'Europe, Etats d'Europe orientale et notre pays, doivent être encouragés. Cela correspond, du reste, à la résolution prise par la Conférence des ministres de la jeunesse réunie à Lisbonne, en 1990.

J'invite donc le Conseil fédéral à prendre ou favoriser toute démarche allant dans ce sens et à renseigner le Conseil national sur son action.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 29. April 1992

*Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 29 avril 1992*

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

92.3038

Postulat Ledergerber

Aenderung der Verordnung zum Energienutzungsbeschluss

Utilisation de l'énergie électrique. Révision de l'ordonnance

Wortlaut des Postulates vom 31. Januar 1992

Der Bundesrat wird dringend aufgefordert, seine Verordnung vom 22. Januar 1992 zum Energienutzungsbeschluss so zu überarbeiten, dass diese dem Willen des Gesetzgebers entspricht und die Begrenzung der Förderbeiträge für alternative Energien, Abwärmenutzung, PD-Projekte und Information und Ausbildung rückgängig gemacht wird.

Texte du postulat du 31 janvier 1992

Le Conseil fédéral est invité à remanier d'urgence son ordonnance du 22 janvier 1992 relatif à l'arrêté sur l'énergie de façon à la rendre plus conforme à la volonté du législateur et à annuler les restrictions concernant les contributions servant à la promotion des énergies nouvelles, à la récupération de la chaleur, aux projets pilotes ou de démonstration, à l'information et à la formation.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bodenmann, Hafner Ursula, Hämmerle, Herczog, Schmidhalter, Strahm Rudolf, Thür, Tschopp, Weder Hansjürg, Wiederkehr, Züger (11)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Das Parlament hat dem Bundesrat im Rahmen des Energienutzungsbeschlusses die Kompetenz gegeben, Förderbeiträge für Ausbildung und Information, alternative Energien, Pilot- und Demonstrationsanlagen sowie für Abwärmenutzung zu gewähren. Mit Ausnahme der Forschungsförderung hat der Gesetzgeber keine Begrenzung der Fördersätze nach oben festgeschrieben. Der Bundesrat hat nun die Fördersätze in seiner Verordnung auf 30 Prozent der anrechenbaren Kosten beschränkt (Ausnahme 50 Prozent für Forschung). Als anrechenbar gelten dabei nur jene Kosten, die über vergleichbare Kosten konventioneller Energien hinausgehen. Er hat

weiter festgelegt, dass der Gesamtförderbeitrag von Bund, Kantonen und Gemeinden 50 Prozent der anrechenbaren Kosten nicht übersteigen dürfte, ansonsten der Bund seinen Anteil kürze. Diese Förderungspolitik entspricht nicht dem Willen des Parlamentes, sie geht z. B. bei Information und Ausbildung hinter die heutige Praxis zurück (heutige Förderbeiträge 50 Prozent), und sie führt dazu, dass sowohl die Projekte für alternative Energieanlagen, die PD-Projekte wie auch die Abwärmenutzung in den kommenden Jahren nicht mehr realisiert werden können. Gerade Pilot- und Demonstrationsanlagen werden oft von der öffentlichen Hand gebaut. Wenn nun die Beiträge von Gemeinde, Kanton und Bund nur noch 50 Prozent der anrechenbaren Kosten decken dürfen, können diese Projekte überhaupt nicht mehr finanziert werden. Aber auch die Abwärmenutzung, insbesondere aus KVA, die grosse Vorinvestitionen erfordert, energetisch aber einen grossen Beitrag leisten könnte, ist mit der vorgelegten Förderungslösung illusorisch. Es wird auf diese Weise nicht möglich sein, die bereitgestellten Fördermittel auszuschöpfen, da wohl kaum mehr Projekte realisierbar sind. Der Bundesrat gefährdet mit dieser wenig durchdachten Lösung nicht nur das Programm «Energie 2000», das von der einstimmigen Bundesratsparteienkonferenz unterstützt wird, er torpediert auch den Energiefrieden und verhindert die energetisch erwünschte und ökologisch notwendige Weiterentwicklung unserer Energiewirtschaft.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 6. Mai 1992

*Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 6 mai 1992*

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Präsident: Der Vorstoss wird von Herrn Scherrer Jürg bekämpft. Die Diskussion wird verschoben.

Verschoben – Renvoyé

92.3039

Postulat Jenni Peter

Studien über soziale Kosten und sozialen Nutzen

Analyse des coûts et avantages sociaux

Wortlaut des Postulates vom 31. Januar 1992

Der Bundesrat wird ersucht zu prüfen, ob bei der Auftragsvergabe zur Erstellung wissenschaftlicher Studien, Expertisen und dergleichen im Anforderungskatalog/Lastenheft vorzugeben sei, dass nicht nur die sozialen Kosten, sondern auch der soziale Nutzen des Untersuchungsobjekts im Ergebnis zum Ausdruck kommen.

Texte du postulat du 31 janvier 1992

Le Conseil fédéral est prié d'examiner si, dans le cadre des études, expertises et autres analyses scientifiques faisant l'objet d'un mandat, il ne devrait pas être précisé dans le catalogue des exigences ou le cahier des charges que le résultat doit faire apparaître non seulement les coûts, mais aussi les avantages sociaux.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Borer Roland, Dreher, Giezendanner, Kern, Moser, Steinemann (6)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Viele Studien – insbesondere im Bereich der Verkehrs- und Umweltpolitik – führen in ihren Ergebnissen jeweils nur die

Postulat Duvoisin Austausch von jungen Berufsleuten

Postulat Duvoisin Echanges de jeunes travailleurs

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1992 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Sommersession |
| Session | Session d'été |
| Sessione | Sessione estiva |
| Rat | Nationalrat |
| Conseil | Conseil national |
| Consiglio | Consiglio nazionale |
| Sitzung | 16 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 92.3009 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 19.06.1992 - 08:00 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 1217-1218 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 021 300 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.